

[Texte]

the need for higher taxes when profligate waste seems to go unchecked.

As a second step, our members say that government handouts to uneconomic industries should be discontinued altogether. If a hardware store experiences financial difficulty, no level of government stands by to bail it out. Why should any business be different just because it is larger or because it is located in a riding important to the government for some political purpose? If a business serves a legitimate need, it will survive without artificial aid.

The third step suggested by our members is for the public sector to show some leadership in the fight to balance our finances. Our members see the public sector as being a huge bureaucracy with comfortable indexed pensions and tenure for life. They point out that there seems to have been no serious attempts to limit public service benefits to those available in the real world of the private sector. Perhaps it is also time for our elected representatives to show leadership in limiting some of their special perks, such as tax-free expense allowances. In short, our members expect the public sector to share the pain.

If these steps fail to provide the funds necessary to solve the country's dilemma, then our members say that it is time that our government really levels with the people of Canada. We must be told that we are living beyond our means, that we cannot afford the level of social benefits that we have enjoyed. Mr. Chairman and ladies and gentlemen, our members believe that if a referendum could be taken of Canadians, which honestly set out the alternatives of either reduced social benefits or higher taxes, restriction of social benefits would win in a landslide.

We do not suggest anyone needing government assistance should be denied help. Quite the contrary. Our members feel that if benefits to those who did not need them were restricted more resources could be applied to the points of real need. Is it not time our members asked us to ask you to consider user fees to cut down wasteful usage of our medicare system, for example? Do high-income families really need family allowances?

Only after all of the previous steps have been taken does the government, in the opinion of our members, earn the right to either raise taxes or introduce a quasi-new tax, such as the GST. But for heaven's sake, they tell

[Traduction]

d'éliminer le gaspillage dont celui-ci fait invariablement état dans ses rapports. Il est difficile de croire à la nécessité d'augmenter les taxes quand on semble dépenser à tour de bras sans jamais chercher à éliminer le gaspillage.

Deuxièmement, nos membres estiment que le gouvernement devrait cesser complètement de distribuer de l'argent aux entreprises non rentables. Quand le propriétaire d'une quincaillerie est en difficulté financière, aucun palier de gouvernement n'est là pour le sauver de la faillite. Pourquoi certaines entreprises devraient-elles avoir droit à un traitement différent du simple fait qu'elles sont plus grandes ou qu'elles se trouvent dans une circonscription qui a une importance politique pour le gouvernement? Toute entreprise qui répond à un besoin légitime peut survivre sans aucun soutien artificiel.

Troisièmement, nos membres considèrent que le secteur public doit donner l'exemple dans les efforts pour équilibrer le budget. A leurs yeux, le secteur public est une énorme bureaucratie de gens qui jouissent d'une pension indexée et d'un emploi garanti à vie. Ils font remarquer qu'on ne semble pas avoir vraiment fait d'efforts pour limiter les avantages accordés aux fonctionnaires de façon qu'ils soient comparables à ceux du monde réel du secteur privé. Il serait peut-être temps aussi que nos représentants élus donnent l'exemple pour ce qui est de limiter certains des avantages spéciaux auxquels ils ont droit, comme leurs allocations de dépenses exonérées d'impôt. Bref, nos membres estiment que le secteur privé ne doit pas être le seul à souffrir.

Si, malgré toutes ces mesures, le gouvernement ne réussit pas à obtenir les fonds nécessaires pour résoudre les difficultés financières que nous connaissons, hé bien, nos membres considèrent qu'il est temps qu'il soit franc avec les Canadiens. Il devra nous dire que nous vivons au-dessus de nos moyens, que nous n'avons pas les ressources nécessaires pour maintenir les avantages sociaux que nous avons à l'heure actuelle. Monsieur le président, mesdames et messieurs, nos membres croient que, si la question faisait l'objet d'un référendum, dans lequel les Canadiens seraient appelés à choisir entre la réduction de nos avantages sociaux et l'accroissement des taxes, la grande majorité d'entre eux opterait pour la première solution.

Nous ne voulons pas laisser entendre que l'État ne devrait pas venir en aide à ceux qui en ont besoin. Au contraire. Nos membres estiment que, si l'on réduisait les prestations accordées à ceux qui n'en ont pas besoin, on pourrait consacrer davantage de ressources pour aider ceux qui sont réellement démunis. N'est-il pas temps, par exemple, de songer à des frais modérateurs pour réduire les abus dans notre régime d'assurance-maladie? Les familles à revenu élevé ont-elles vraiment besoin d'allocations familiales?

Selon nos membres, c'est seulement après qu'il aura pris toutes ces mesures que le gouvernement méritera le droit soit d'augmenter les taxes soit d'imposer une taxe comme la TPS, qui est une nouvelle taxe à toutes fins